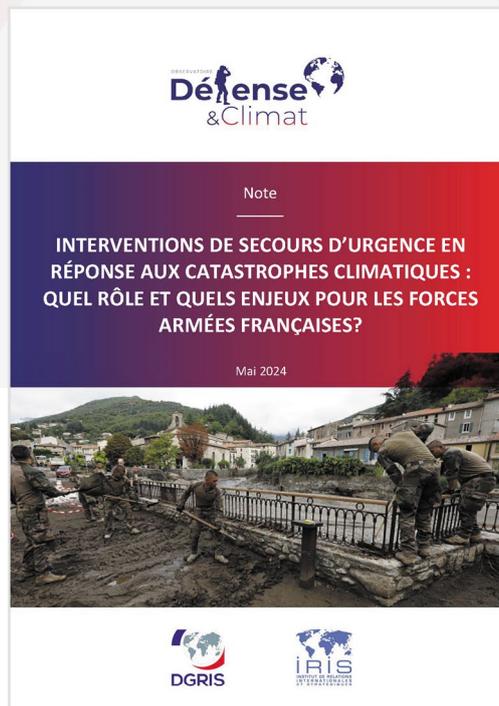


SYNTHÈSE

INTERVENTIONS DE SECOURS D'URGENCE EN RÉPONSE AUX CATASTROPHES CLIMATIQUES : QUEL RÔLE ET QUELS ENJEUX POUR LES FORCES ARMÉES FRANÇAISES ?

Mai 2024





L'Observatoire Défense et Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par Julia Tasse et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONGs internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense & Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise externe. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés »*.

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

À PROPOS DES AUTRICES DE LA NOTE

Autrices principales



Marine de Guglielmo Weber / IRSEM

Directrice scientifique de l'Observatoire Défense & Climat, chercheuse au sein de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) depuis juin 2024. Elle travaille sur les enjeux stratégiques et sécuritaires transverses liés au dérèglement climatique, et s'est spécialisée dans l'étude des pratiques de modification de la météo et du climat.



Éléonore Duffau / IRIS

Chercheuse au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS. Elle est titulaire d'un Master 2 en Affaires européennes réalisé à Sciences Po Paris.

Autrice secondaire



Clarisse Van den Bossche / IRIS

Étudiante en Master 2 d'*International Security* à Sciences Po Paris. Elle occupe le poste d'assistante de recherche au sein du programme Climat, Énergie, Sécurité de l'IRIS au printemps 2024.

Cette note analyse l'**impact des changements climatiques sur les interventions de secours d'urgence (ISU) menées par les forces armées françaises en réponse aux catastrophes naturelles d'origine climatique**. Elle se divise en trois parties : l'impact des changements climatiques sur l'évolution des ISU en France et les conséquences opérationnelles et capacitaires pour les forces armées françaises (I), puis l'étude de l'utilisation des interventions étrangères de secours d'urgence (IESU) comme un levier d'influence et de puissance militaires par les nations actives dans ce domaines telles que les États-Unis, la Chine, la France, l'Inde et l'Australie (II), et enfin, trois scénarii de prospective à l'horizon 2050 et des recommandations à destination du ministère des Armées (III).

I. Changements climatiques, catastrophes naturelles et interventions de secours d'urgence (ISU)

Cette première partie expose la manière dont les catastrophes climatiques sont amenées à augmenter en fréquence et en intensité du fait des changements climatiques, en France, comme dans la majeure partie des pays dans le monde. **Les territoires français, en métropole et en outre-mer, font face à un nombre croissant d'évènements climatiques extrêmes** comme les inondations, les mouvements de terrain, les cyclones et les feux de forêt. La multiplication de ces événements s'accompagne d'une propagation des risques vers différentes régions françaises qui n'étaient auparavant pas, ou moins, sujettes à ces risques. Ces vulnérabilités locales accrues constituent un enjeu majeur pour les secours d'urgence qui doivent s'adapter pour répondre à ces nouveaux défis.

En France, en réponse à des événements climatiques extrêmes, la sécurité civile, et les Formations Militaires de la sécurité civile (ForMiSC) interviennent à travers des **missions de secours d'urgence aux populations sinistrées**. Les missions de la sécurité civile en réponse à des catastrophes climatiques ne sont pas en hausse sur la période 2014-2023, mais sont davantage marquées par des pics d'activité. À l'inverse, **le nombre d'ISU menées par les armées françaises en réponse à des catastrophes climatiques a augmenté de 200 % entre 2007 et 2023, dans le cadre de sollicitations des forces de sécurité civile à l'échelle locale, départementale ou zonale**.

L'augmentation de l'engagement des armées induit des **enjeux opérationnels et capacitaires**, ainsi qu'une réflexion plus large autour des missions de sécurité civile des armées. Parmi ces enjeux, se distingue la **sur-sollicitation des capacités aériennes**, qui sont les premiers moyens mobilisés face à des catastrophes climatiques. En outre, face à la vulnérabilité climatique croissante des outre-mer, **l'insuffisance des moyens humains et matériels, notamment aériens, des forces civiles et**

des forces armées pré-positionnées, a pu, par exemple, conduire à la sollicitation des forces métropolitaines après le passage du cyclone Irma aux Antilles en 2017. Enfin, l'important **manque de culture du risque climatique** en métropole doit être souligné. Ces failles d'adaptation aux changements climatiques du côté de la sécurité civile contribuent au risque de rupture capacitaire des armées françaises face à l'augmentation et l'intensification des catastrophes climatiques.

II. Les IESU en réponse aux catastrophes d'origine climatique : un levier d'influence et de puissance croissant

Dans l'écosystème des IESU, la France a participé à de nombreuses interventions, sur tous les continents, et en réponse à tout type de catastrophes. Toutefois, ce sont **les États-Unis qui sont les plus actifs dans ce domaine**, devançant la Chine, l'Inde, ou encore l'Australie, en se démarquant par le nombre d'interventions et l'étendue géographique des zones sur lesquelles ils interviennent. La rivalité sino-américaine se manifeste également dans le domaine des IESU, dans la mesure où l'armée chinoise intervient dans des zones considérées par les États-Unis comme leur pré-carré géographique. En retour, les États-Unis investissent l'Indopacifique notamment à travers une politique volontariste d'aide humanitaire, grâce, par exemple, à la mobilisation de l'armée américaine pour au minimum quatorze IESU depuis 2010.

De nombreux pays, s'engagent dans les IESU afin de soutenir des États alliés, ou d'intervenir sur le territoire d'États qui s'inscrivent dans des **stratégies de projection d'influence**. Dans ce cadre, la capacité des États à déployer des moyens militaires pour des IESU devient un facteur structurant de *soft power*, dans le but d'améliorer leur réputation et leur influence auprès des populations sinistrées, et/ou de leurs gouvernements. Certains États se lancent dès lors dans une "**diplomatie des catastrophes**", espérant que leurs interventions aient le potentiel d'améliorer les relations sur la scène internationale.

Enfin, les puissances militaires emploient les IESU comme des **opportunités de déployer et projeter des moyens militaires au service d'objectifs diplomatiques et de puissance**. En effet, ces interventions, et les exercices mis en place pour les préparer, sont l'occasion de favoriser la coopération militaire, entre alliés, ou avec de nouveaux partenaires, afin de démontrer les capacités militaires nationales, et de déployer des forces sur le territoire d'un autre État. La **vulnérabilité climatique d'un État devient ainsi un enjeu de souveraineté et de stratégie**, dans la mesure où un État particulièrement exposé ou vulnérable devra potentiellement accepter l'aide d'autres États sur son territoire.

III. Prospectives et recommandations

Scénarii de prospective

Scénario	Facteurs crisogènes et situation géopolitique dans la région	Conséquences géopolitiques, conséquences pour la France et impacts pour les forces françaises
Perte d'influence en Méditerranée	L'année 2046 se caractérise par un enfoncement progressif des villes côtières d'Égypte créant une forte pression démographique dans les zones urbaines. Tensions existantes autour du Jourdain et entre l'Union européenne et la Chine.	La France, faute de moyens capacitaires, laisse la Chine s'imposer comme pilier de l'aide humanitaire illustrant sa supériorité militaire et technologique. Risque de cyber-espionnage pour les armées françaises.
Crise humanitaire dans le Pacifique Sud	Malgré une submersion marine progressive, la Polynésie française manque, en 2050, de culture du risque climatique et les forces armées sur place sont insuffisamment positionnées. La région connaît une détérioration de l'alliance FRANZ, tandis que l'Inde est devenue la troisième puissance mondiale.	La France est dans une situation de rupture capacitaire militaire, l'amenant à être dans une position de dépendance capacitaire à l'égard de l'Inde et du Japon. Des révoltes civiles s'ajoutent à un bilan humanitaire désastreux affectant le rôle de la France en tant que pourvoyeur d'aide humanitaire en Indopacifique.
Dilemme opérationnel sur le territoire métropolitain	Dans l'hémisphère nord en 2045, le risque de terrorisme s'est accru, et les idées nationalistes et isolationnistes se sont répandues et renforcées. La montée de l'anti-occidentalisme s'ancre dans l'hémisphère sud.	Les moyens des forces armées françaises et européennes sont dépassés pour lutter contre les feux de forêt. Perte d'influence de la France et de ses partenaires européens dans le domaine IESU, au profit de pays d'Europe de l'Est qui entretiennent des relations de proximité avec la Russie.

Recommandations

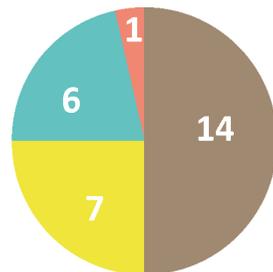
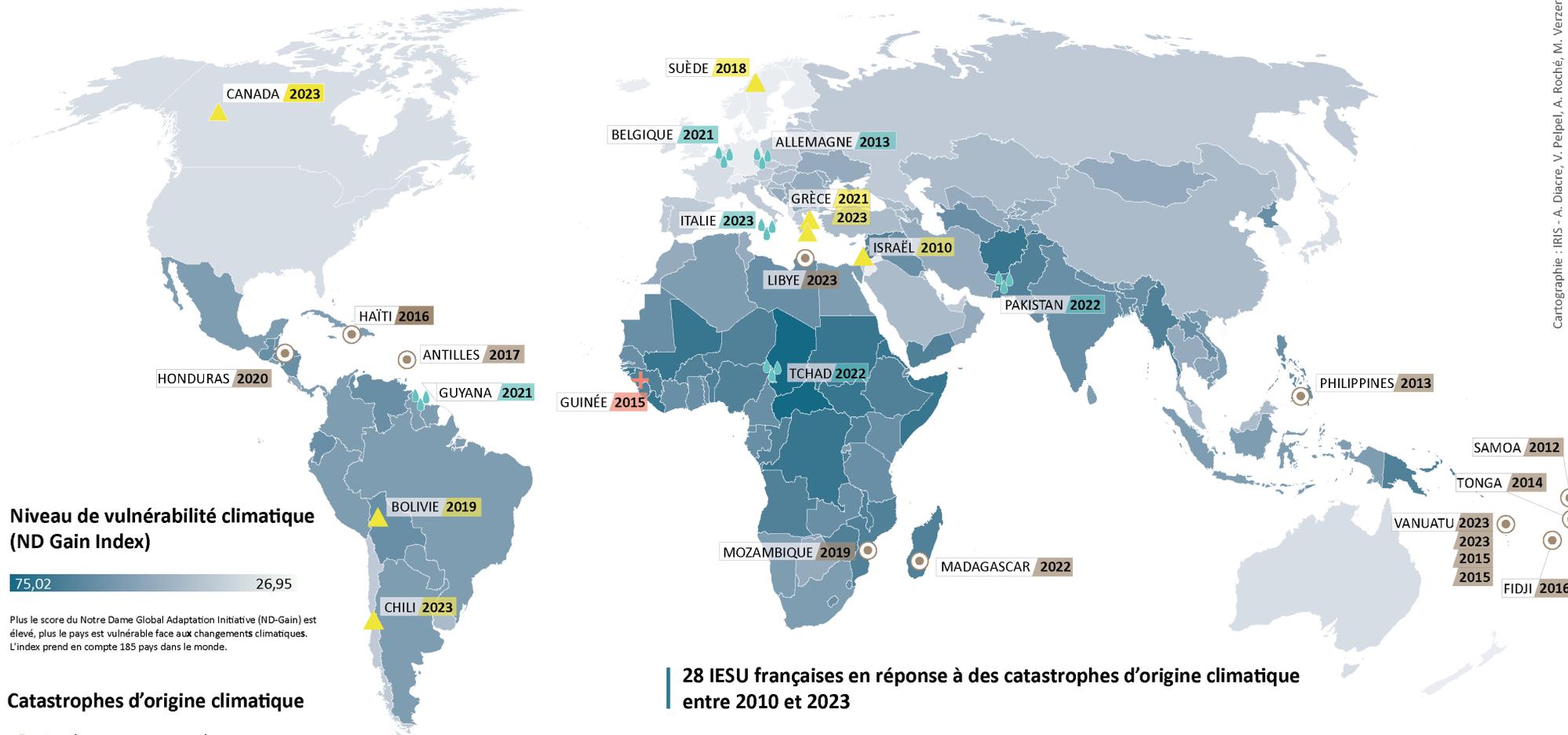
Ces recommandations ont été élaborées par ordre d'importance en prenant en compte plusieurs facteurs : l'intérêt stratégique pour les armées, les capacités, le rôle et les priorités du ministère des Armées en lien avec les missions de sécurité civile.

1	Anticiper l'augmentation des sollicitations des forces armées pour des IESU en réponse à des catastrophes d'origine climatique par la sécurité civile.
2	Assurer la redondance des capacités militaires les plus critiques sur le territoire national afin de garantir une plus grande autonomie des territoires ultramarins.
3	Renforcer la coopération internationale dans le domaine des IESU.
4	Assurer la résilience de l'outil de défense en contexte de catastrophes d'origine climatique pour maintenir les capacités de secours d'urgence.
5	Contribuer au développement d'une culture du risque au sein de la population française, adaptée aux risques climatiques de chaque territoire.

Annexes 1. Carte : Les interventions extérieures de secours d'urgence (IESU) de la France en réponse à des catastrophes d'origine climatique (2010-2023)¹



Cartographie : IRIS - A. Diacre, V. Pellet, A. Roché, M. Verzeroli

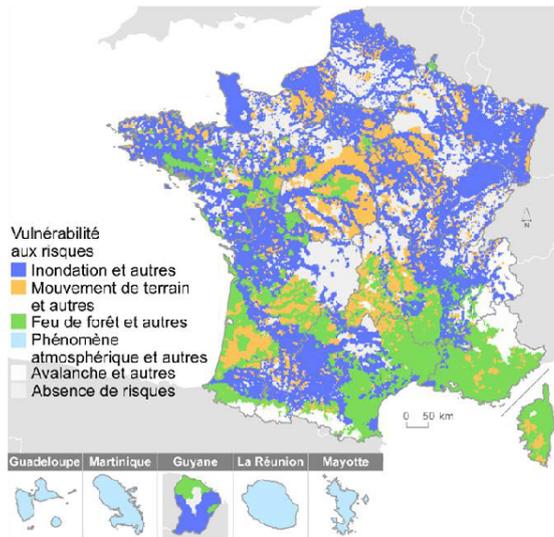


- Cyclones et tempêtes
- Épidémies
- Feux de forêt
- Précipitations extrêmes et inondations

¹ Recensement non exhaustif des interventions extérieures de secours d'urgence (IESU) françaises ayant mobilisé des moyens humains et matériels militaires dans un cadre bilatéral ou multilatéral, par exemple s'inscrivant dans l'accord FRANZ. Cela comprend la mobilisation des Formations militaires de la sécurité civile.

Sources : CdCS (MEAE) ; Deutsche Welle, 2018 ; FranceTVInfo, 2016 ; Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, 2015 ; IHEDN, 2021 ; Laurent, 2019 ; New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 2014 ; Ouest France, 2017 ; Reliefweb ; Site du Ministère des Armées, Site du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, Site du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, Site de l'Unité d'Instruction et d'Interventions de Sécurité civile 1 ; Site de l'Unité d'Instruction et d'Interventions de Sécurité civile 7

Figure 7 - Carte de la vulnérabilité des territoires français face aux risques climatiques

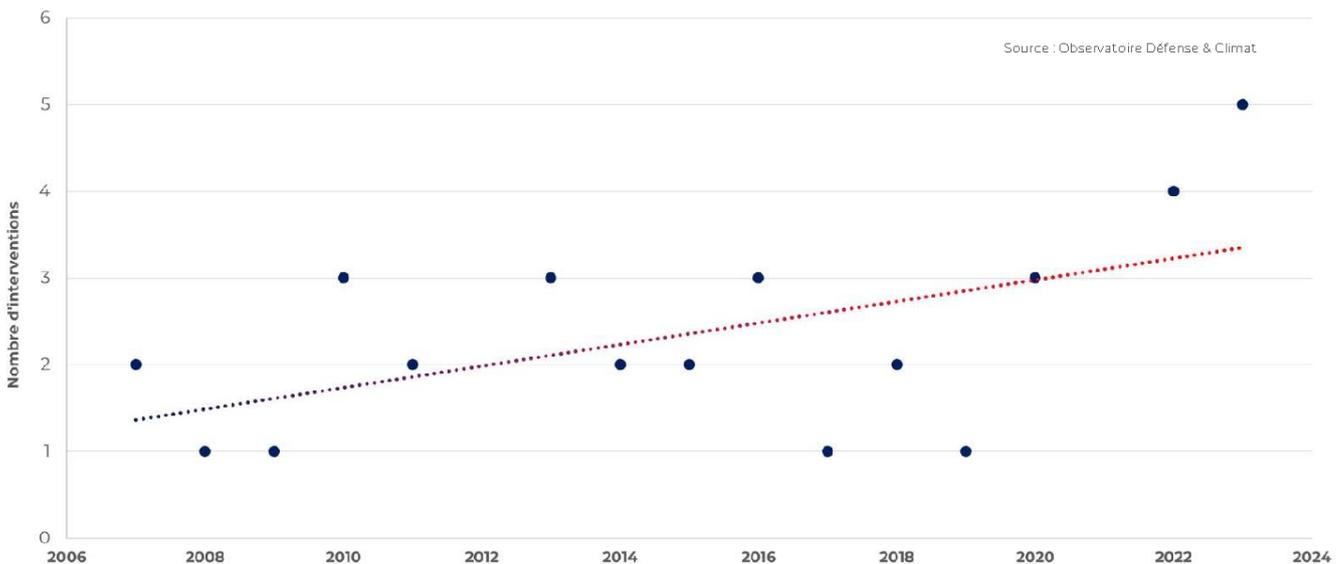


Les inondations, très largement exacerbées par les changements climatiques, représentent 56 % des risques naturels en France. Il s'agit du risque naturel vis-à-vis duquel la majeure partie du territoire métropolitain est la plus vulnérable, notamment sur le littoral français de Calais à la Rochelle, et les bassins versants des grands fleuves français : le Rhin, le Rhône, la Loire, la Garonne et l'Adour. Ce sont 18,5 millions de personnes en France qui résident dans une zone à risque inondable, principalement par débordement de cours d'eau, mais aussi, dans une moindre mesure, par submersion marine. Les deuxième et troisième risques naturels en France sont les mouvements de terrain (éboulements, coulées de boue...) et le retrait-gonflement des argiles, des risques eux aussi amplifiés par les changements climatiques. Ils touchent principalement le Centre-Val de Loire, les Landes, la Dordogne, le Cantal, le Puy-de-Dôme et l'ouest de la région Grand-Est.

Source : MTEs, Gaspar, 2017 - © IGN, BD Cartho, 2016 - © Traitements : SDES, 2019

L'idée selon laquelle les ISU menées par les armées augmenteraient en réponse à des événements climatiques extrêmes semble davantage relever d'une impression que d'un recensement scientifique (Labbe, 2023). La hausse en fréquence, et souvent en intensité des catastrophes climatiques ne peut en effet suffire à projeter une hausse parallèle de l'engagement des forces armées, puisque d'autres facteurs entrent en compte, dont, notamment, le renforcement des moyens de la sécurité civile, qui pourrait permettre d'absorber les pressions climatiques croissantes. **Aucun travail de collecte de données sur l'évolution en fréquence de ces interventions sous l'effet des changements climatiques n'a, à notre connaissance, été mené.** Par ailleurs, aucun engagement de cet ordre n'a été sollicité et coordonné par le COGIC, qui n'a jusqu'à présent sollicité le renfort exceptionnel de moyens militaires que pour le transport des forces de la sécurité civile (aéronefs notamment). Cela signifie donc qu'**aucun processus de gestion de crise au niveau national en réponse à une catastrophe d'origine climatique n'a entraîné l'engagement de moyens militaires exceptionnels**, en plus des militaires permanents de la sécurité civile : les Formations Militaires de la Sécurité Civile (ForMiSC), composées de trois unités d'instruction et d'intervention de la Sécurité Civile (UIISC), et la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP). Se pose ainsi la question des catastrophes d'origine climatique ayant entraîné l'engagement de moyens militaires au niveau local, départemental ou zonal. Pour y répondre, **l'Observatoire Défense et Climat a effectué un recensement en sources ouvertes de l'engagement des forces armées françaises entre 2007 et 2023 dans le cadre de catastrophes d'origine climatique**, en soutien aux forces militaires de la sécurité civile.

Figure 12 - Évolution du nombre d'interventions de secours d'urgence des forces armées en réponse à des catastrophes climatiques (2007 - 2023) hors ForMiSC*



*Les personnels militaires de la sécurité civile sont exclus. Nous recensons uniquement les renforts de personnel militaire réquisitionné en soutien à la sécurité civile.

La figure 12 recense le nombre d'ISU réalisées par les forces armées en soutien aux forces de sécurité civile sur le territoire français (y compris ultra-marin), sur la période 2007-2023. Sur la base des informations accessibles en source ouverte, **34 interventions ont été recensées, et une augmentation de 200 % du nombre d'interventions a été observée entre 2007 et 2023.** Entre 2007 et 2014, la moyenne du nombre d'ISU réalisées par les forces armées en soutien exceptionnel aux forces de sécurité civile est à deux par an. Sur la période 2015-2023, elle passe à 3,25 notamment sous l'effet du franchissement d'un palier en 2022, avec quatre interventions dans l'année, hausse poursuivie en 2023, avec cinq interventions dans l'année. **Étant donné que les données collectées ne peuvent pas être considérées comme exhaustives, et au regard du nombre peu élevé d'interventions, une marge d'incertitude doit être prise en compte. Cependant, en s'appuyant sur les lois statistiques relatives à l'intervalle de fluctuation, il est certain à 95 % que l'évolution dans le temps des ISU militaires en soutien à des forces de sécurité civile lors des catastrophes climatiques correspond bien à une augmentation.**

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS



www.defenseclimat.fr

